

longtemps les intérêts les plus chers et les plus importants de la race humaine.

L'honorable M. DANDURAND: Honorables sénateurs, tous les efforts que les hommes de bonne volonté ont faits pour maintenir la paix dans l'univers ont été infructueux. Durant les quinze dernières années j'ai été en contact immédiat avec les parlementaires européens, qui s'efforçaient d'établir de meilleures relations entre les nations.

La plupart d'eux croyaient que Berlin était le principal obstacle qui s'opposait à la réalisation de cette espérance de paix. Il devint évident qu'elle voulait recourir aux armes pour résoudre les difficultés internationales plutôt que de courir à l'arbitrage lorsqu'elle refusa obstinément de prendre en considération la limite des armements. L'Allemagne avait décidé de faire la guerre lorsque'elle refusa d'accepter la médiation après que l'Autriche eut lancé son ultimatum à la Serbie, et la conséquence naturelle de ce refus a été la déclaration de guerre de l'Allemagne à la Russie. Cela signifiait la guerre partout, et la guerre se fait partout aussi. Quoi qu'il en soit, j'espère que cet horrible drame amènera plus tard une ère de paix. Il est évident que l'Allemagne expie la faute qu'elle a commise en méconnaissant les droits des nationalités. Les autres nations ont aussi péché de temps à autre sous ce rapport-là. La Pologne a été l'une des victimes de ses voisins puissants et ambitieux. Nous espérons tous que le jour approche où elle cessera d'être écrasée sous le talon de ses cruels oppresseurs.

Le professeur bien connu Boun, de l'Université de Manich, a déclaré que la principale cause de la guerre actuelle est l'invincible détermination des Français de reprendre l'Alsace-Lorraine, et il a fait le commentaire suivant:

Quant à notre antagonisme contre la France, nous avons toujours considéré cela comme une chose que le temps pouvait peut-être faire disparaître. Nous sommes assez justes pour comprendre qu'un pays comme la France, avec son passé glorieux, et son courage indomptable, ne peut pas oublier le coup que nous lui avons porté il y a quarante-trois ans.

Nous croyons avoir eu raison de lui reprendre l'Alsace-Lorraine, qui appartient à l'empire allemand. Mais nous la jalousons d'avoir réussi à dénationaliser les habitants de ces provinces à un tel degré que nous n'avons pas été encore capables d'en refaire des Allemands.

Nous avons regretté que les deux nations les plus civilisées du continent européen fussent divisées par un passé inoubliable.

Nous avons espéré que la création d'un merveilleux empire africain pouvait à la longue adoucir le ressentiment national français. Nous

aurions toujours été prêts à en venir à une entente au sujet de l'état de choses actuel; mais, bien que d'heureux hommes d'Etat français aient essayé de faire cela, l'opinion publique teindre pour objet au sujet de l'état de choses actuel; mais le peuple français a aimé mieux sacrifier les principes sur lesquels repose son gouvernement républicain et a fait une alliance avec les Russes.

Nous comprenons que c'est l'esprit militaire du peuple français qui a rendu la guerre actuelle possible.

Nous honorons la France pour son courage. Nous savons qu'elle est la seule de ses alliées à courir des risques réels. Nous savons qu'elle n'est pas animée de sentiments sordides. Mais, comme nous savions qu'elle n'oubliait pas 1879, comme nous savions qu'elle aidait la Russie et l'excitait contre nous; qu'elle soulevait l'Angleterre, la Belgique, la Serbie et la Roumanie, nous devions prendre son attitude pour ce qu'elle était: celle d'un peuple patriote et ardent attendant le moment d'effacer le souvenir de 1870, mettant sa nationalité au-dessus de ses rêves humanitaires.

Cette attaque contre les droits d'un peuple arraché, au point de vue national, au giron de la mère patrie, a été faite dans les temps modernes, sous nos yeux, au centre même de la civilisation européenne.

Au Canada nous prions tous pour le succès de la Grande-Bretagne et de ses alliées, en espérant que ce grand conflit sera réglé de manière à faire respecter les droits inaliénables des droits des nations et l'établissement d'une paix permanente parmi elles.

L'honorable M. CLORAN: Je prends simplement la parole pour dire quelques mots en cette occasion mémorable. Je considère qu'il est temps de répéter la déclaration la plus importante qui ait été faite durant des siècles dans l'enceinte du parlement britannique par le chef irlandais John Redmond. Quand le premier ministre de la Grande-Bretagne prit la parole et apprit à la Chambre et au peuple anglais que son gouvernement avait déclaré la guerre à l'Allemagne, le premier qui se leva et offrit de lui prêter son aide fut le représentant choisi de la race irlandaise, John Redmond. Ici, dans le Sénat du Canada, et au nom du peuple irlandais, je dois chaleureusement approuver l'attitude que le chef irlandais a pris dans cette occasion, par un homme qui tout probablement doit devenir avant longtemps le premier ministre de l'Irlande, une nation qui peut se défendre elle-même et permettre à l'Angleterre d'envoyer ses soldats sur les champs de bataille, par un homme qui sera probablement le premier ministre de l'empire anglais. La guerre a ses calamités, mais elle a aussi ses avantages. Cette guerre, à son début, a déjà rendu de grands services à la race humaine. D'abord elle a